

qui l'unissent à la Syrie. En mai, le groupe shiite Amal et le Parti socialiste progressiste (PSP) druze ont rejeté une offre du président des forces libanaises (la milice maronite) qui cherchait à établir un dialogue. En juillet, les chefs druzes et musulmans ont présenté aux Chrétiens un programme qui prévoyait l'adoption d'une nouvelle constitution garantissant l'égalité des droits, l'établissement du suffrage universel, l'élimination des privilèges communaux, la restructuration de l'armée et le désarmement des milices. Certaines factions maronites ont repoussé ce programme, mais toutes les principales parties au conflit ont amorcé des pourparlers au début de novembre.

Le 28 décembre, les chefs des forces libanaises, du PSP et du groupe Amal signèrent à Damas un accord qui prévoyait de grandes réformes politiques et réaffirmait l'identité arabe du Liban et l'existence de rapports spéciaux entre lui et la Syrie. À peine l'accord signé, cependant, des combats éclataient au sein de la collectivité maronite entre des factions favorisant l'accord et d'autres qui le dénonçaient. Le chef des forces libanaises fut défait et il quitta le pays, ce qui assombrit encore une fois les perspectives de réconciliation nationale.

À la fin de mars 1986, le dernier contingent français se retira du pays, et le 19 avril, l'Union soviétique vota pour la première fois pour le renouvellement du mandat de la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL). Cette force avait été créée en 1978 pour confirmer le retrait des forces israéliennes, restaurer la paix et la sécurité, et aider le gouvernement du Liban à rétablir son autorité dans le sud du pays.

Au Canada, le rapport du Comité sénatorial des affaires étrangères publié en juin 1985 contenait certaines observations sur les relations canado-libanaises. Le document signalait que le gouvernement antérieur avait dénoncé l'invasion du pays par Israël et réclamé le retrait de toutes les troupes étrangères présentes au Liban. Selon le Comité, "une présence syrienne pourrait en fait temporairement aider à maintenir la sécurité interne du Liban... À certains égards, la Syrie serait la seule puissance présente capable de maintenir l'ordre et de refaire